



LA LOUVIÈRE

MUTATIONS INDUSTRIELLES

DOMINIQUE GLUCK

UNIVERSITÉ DE MONS, FACULTÉ D'ARCHITECTURE ET D'URBANISME ARCHITECTE, DEA EN SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION CHARGÉE DE COURS

ETIENNE HOLOFFE

La question du patrimoine industriel

Le patrimoine mondial de l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture) désigne un ensemble de biens culturels et naturels présentant un intérêt exceptionnel pour l'héritage commun de l'humanité. Actualisé depuis 1978, c'est une institution spécialisée de l'ONU (Organisation des Nations Unies).

Qu'est-ce qui lie la cité minière du « Bois-du-Luc », le carnaval de Binche ou les ascenseurs à bateaux du Canal historique du Centre ? Tous sont des patrimoines, tous bénéficient du label UNESCO⁷ et tous sont situés dans la région de La Louvière.

Mais qu'entend-on par « patrimoine »? Dans son acceptation première, il s'agit de l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers hérités des ascendants ou transmis aux descendants. Par analogie et par extension juridique, lorsque l'on mentionne le terme de « patrimoine » dans le cadre culturel, on parle de la transmission aux générations futures d'un héritage commun à une collectivité. L'idée émerge à la Révolution Française lorsque les biens de la Nation sont élevés au rang de « Patrimoine National ». De ce fait, des biens privés (en l'occurrence ceux de la couronne) deviennent un héritage collectif appartenant à tous. Mais qui dit héritage pose d'emblée la guestion de la conservation et de l'entretien de ce patrimoine. Il faudra attendre le XIX^e siècle pour qu'apparaissent les premiers textes législatifs qui réglementent les interventions des pouvoirs publics en matière de sauvegarde des monuments historiques. Longtemps, les conservateurs institutionnels du patrimoine se sont mobilisés sur la seule conservation de ces édifices civils et religieux anciens et historiques « reconnus » en tant que tels par la collectivité pour leurs qualités artistiques, esthétiques et/ou architecturales intrinsèques. À cette époque, les ouvrages vernaculaires (cités ouvrières ou lieux d'exploitation) qui sont pourtant des témoignages souvent poignants de la vie des hommes, de leur quotidien et de leur labeur étaient souvent dédaignés. Il faudra attendre la fin du XX^e siècle (années 1970) pour que le concept de patrimoine s'élargisse et accueille d'autres secteurs comme le patrimoine archéologique, le patrimoine industriel et plus tard encore les patrimoines immatériels (trait de caractère, us et coutumes, folklore, valeurs morales, etc.). Ainsi au fil des décennies, le concept de patrimoine s'est progressivement modifié pour passer de la notion de propriété individuelle, à la reconnaissance et l'appropriation par une communauté de biens matériels et immatériels qui en partage les valeurs historique, technique, sociétale ou esthétique.

Jusqu'à il y a peu, si un bâtiment industriel ou issu de l'histoire industrielle, échappait à la pelleteuse c'était en raison de ces indéniables qualités architecturales comme la piscine de Roubaix, du rôle social qu'il avait joué dans l'émancipation de la classe laborieuse comme le familistère de Guise ou grâce à la pugnacité d'un privé amoureux ou nostalgique d'un passé industriel révolu comme au Grand-Hornu. C'est au tournant du millénaire, alors de nombreux témoignages industriels bâtis ont disparu que certaines structures sont enfin créées afin de protéger cet héritage récent et menacé de notre histoire contemporaine.

Dans la région du Centre comme dans l'ensemble du sillon charbonnier qui parcourt l'Europe du Nord (de la France à la Pologne), les vestiges laissés par l'industrie au cours des siècles derniers sont nombreux et représentent un patrimoine considérable. On ne compte plus les terrils, chevalements et grandes cheminées qui ont façonné nos paysages et ponctuent encore notre territoire d'autant d'indices qui racontent la ténacité d'un peuple ouvrier, accablé de travail et désolé si souvent par les aléas de l'histoire. Des coups de grisou aux éboulements des galeries souterraines, des luttes sociales au démantèlement industriel de la fin du XX^e siècle, l'existence des travailleurs et de leurs familles fut rythmée, au fil du temps, par les catastrophes et la misère de la condition ouvrière. En effet, il faut rappeler que l'histoire a été cruelle avec ce bassin minier, industriel et manufacturier qui a pourtant largement contribué à la prospérité du pays.

Peut-être peut-on y voir, à travers la réminiscence d'un passé douloureux, la raison du manque d'attachement de la population autochtone (pourtant pour la majorité issue de ce creuset) à ce patrimoine industriel et son désintérêt face à la disparition, pour des raisons souvent foncières et économiques, de certains témoins d'une activité qui fut florissante. Rappelons pour mémoire le désastre productif et mémoriel du site Boch qui fut rasé et dont il ne subsiste aujourd'hui qu'un fragment anecdotique : les fours-bouteille, ou le cas du lavoir de Péronnes et de la tour St-Albert à Ressaix qui auraient pu connaître le même sort sans la mobilisation de certains citoyens engagés dans la sauvegarde de ce type de patrimoine.

Pourtant, il semble impératif d'entretenir avec cette époque des liens tangibles au risque de perdre une part de nousmême comme nous l'explique Jacques Crul (directeur de Blegny-Mine/ site UNESCO depuis 2012/ 140.000 visiteurs par an) : « À Blegny, il a fallu 10 ans pour que la population s'approprie le projet de reconversion car au départ elle n'a pas

8 https://www. lesoir.be/art/841843/ article/actualite/ belgique/2015-04-03/ wallonie-raser-ou-classer-patrimoine-industriel

conscience qu'il s'agit de patrimoine. Aujourd'hui, ce sont les petits-enfants de mineurs qui demandent pour descendre dans la mine. Cela fait partie de leur identité »⁸.

Cette prise de conscience de la nécessité de préserver tout un pan de notre histoire à travers la conservation de certains outils industriels, s'est accentuée chez nous ces dernières années grâce à des opérations emblématiques telle que celle de la requalification du bassin de la Rhur dans le land allemand de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Citons pour exemple le cas de la ville de Duisburg où un parc urbain et paysager de 200 hectares le « Landschaftspark » est installé à l'emplacement d'une ancienne entreprise sidérurgique. Ce site désormais désenclavé et ouvert au public accueille aujourd'hui des activités sportives, des promenades diverses, un mur d'escalade, des pistes cyclables, des pleines de jeux et des lieux de concerts qui se mêlent avec les installations sidérurgiques (hauts-fourneaux, gazomètre) éteintes depuis 1985.

Dès lors, on peut se questionner sur le devenir de nos propres vestiges industriels. Que faire en Wallonie avec cet héritage? D'aucuns estiment encore qu'il faut tout raser par manque de moyens financiers, d'autres pensent qu'il ne faut rien entreprendre d'aussi radical au risque de regretter dans quelques années de n'avoir conservé aucune trace de cette époque industrieuse. Aujourd'hui, sur les 199 sites industriels classés au patrimoine industriel wallon, Pierre Paquet (Directeur du département Patrimoine à la Région wallonne) constate que dans ce catalogue « il y a bien quelques fours à chaux ou celui de l'ancienne faïencerie Boch à La Louvière mais aucun haut-fourneau ou cokerie » 9/10.

Bien évidemment, le classement et la préservation de nouveaux témoins industriels comme le cas de la friche Duferco à La Louvière pose et de manière cruciale la question épineuse des subsides et des moyens. Il est donc clair que pour projeter un avenir à ce genre de site, il est impératif de considérer la dimension « rentable » des propositions de requalification pour convaincre les décideurs et les diffé-

rents acteurs et entraîner l'adhésion des populations.

Gageons dès lors que les responsables économiques et institutionnels de ce territoire patrimonial reconnaissent enfin les vestiges industriels comme vecteurs culturels et mémoriels et puissent, avec clairvoyance, imaginer et accompagner des projets innovants qui soient au service de la population et économiquement viables.

9 Ibid.

10 Actuellement, la Wallonie compte deux ensembles industriels reconnus par l'Unesco: les quatre sites miniers (Bois du Cazier, Bois-du-Luc, Grand Hornu et Blegny-Mine) et les quatre ascenseurs à bateaux du canal du Centre. Autant d'infrastructures qui nécessitent des investissements à long terme. Ils font partie des 199 éléments classés comme patrimoine industriel wallon: 63 moulins, 24 terrils, 15 carrières, 11 charbonnages, 19 ponts, 8 brasseries, 7 forges, 6 fours à chaux, 4 scieries, 3 écluses, 2 châteaux d'eau ou encore 1 abattoir et 1 aqueduc, mais aucun témoin de l'industrie lourde du XX^e

L'héritage louviérois

Choisir La Louvière comme sujet d'étude permet en effet d'ouvrir l'observation d'un territoire dont l'urbanisation demeure particulièrement liée aux épopées industrielles BOCH-BOEL qui l'auront très littéralement engendrée fin du XIX^e siècle et fabriquée sur elle — même tout le long du XX^e siècle jusqu'à l'impliquer aujourd'hui dans tous les débats de la reconversion.

Boch-rétroact

Fondée dès 1841, la Manufacture Boch qui choisit alors de s'implanter opportunément sur une convergence de réseaux performants et de combustibles, deviendra Keramis, et connaitra une renommée internationale dans le domaine de la faïence. Elle diffuse dans la durée une production remarquable de savoir-faire autant qu'elle génère localement le tissu ouvrier sur lequel elle s'appuie et ce jusqu'au milieu des années 70.

Frappée alors par la crise structurelle des secteurs dits de biens d'équipements, Keramis devenue Novoboch survivra jusqu' aux portes du XXI^e siècle, grâce notamment aux aides régionales, laissant toutefois derrière elle un vaste site en état d'abandon.

Dès 2004, suite à la constatation de signaux de dégradation tels que logements et commerces inoccupés ou insalubres, bâtiments industriels ou artisanaux délabrés ou encore espaces publics peu structurés, la Ville de La Louvière décidait de lancer une opération de rénovation urbaine dans un périmètre qu'elle définissait comme central.

Un diagnostic raisonné de la situation laissait apparaître un maillage très parlant de la réalité structurelle de la Cité qui s'est historiquement auto produite comme un collage de tissus différenciés et de tracés viaires juxtaposés dans le temps, sans véritable centre ni limites globales précises. Les enquêtes réalisées auprès de la population permettaient de confirmer la figure d'un découpage géographique et identitaire en sous quartiers dits Abelville, Belle-Vue, Centre-Ville, Hocquet et... Boch. Bien qu'incarnant l'ADN fondateur de la

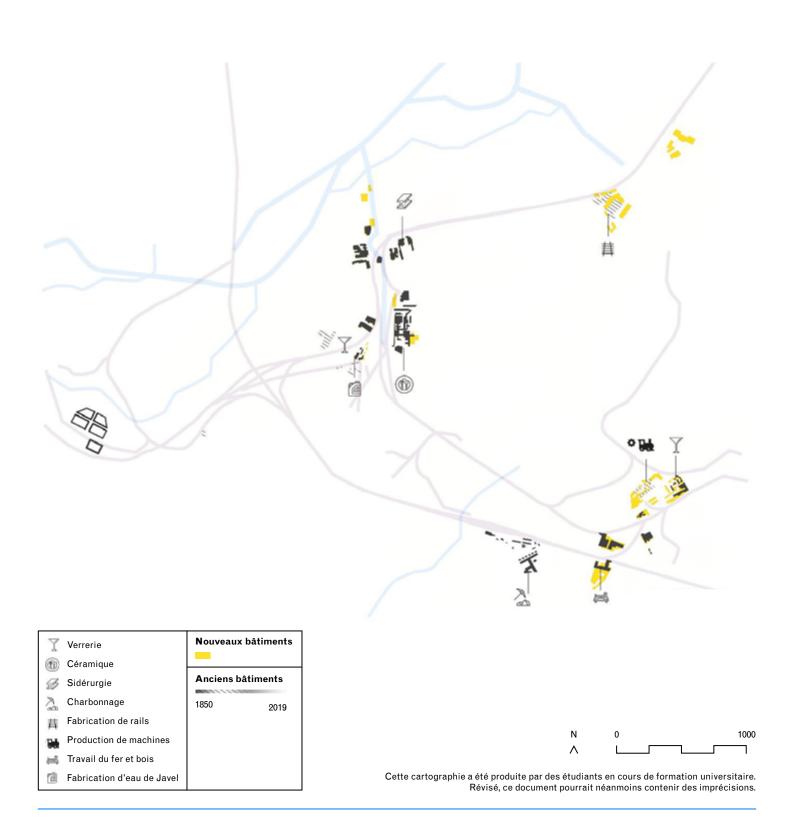
Carte 7

Carte 7 — Évolution des activités industrielles, 1925

H

Salomé Deckers Camille Meurice Chloé Mulkers

En 1925, des petites industries voient le jour. Boch Kéramis ainsi que Boël augmentent légèrement leurs constructions. Les industries déjà présentes continuent de se développer, comme par exemple le site Ubell, désormais Louv'Expo.



cité, les 17ha du site Boch et la linéaire manufacture sont alors commentés par le communal comme entrave au développement urbain et s'avèrent auprès des habitants et des usagers un des sites les plus cités négativement tant ceux-ci semblent désirer le renouvellement.

Basé clairement sur un processus de démantèlement, un projet de Plan Communal d'Aménagement (on dira aujourd'hui un Schéma d'Orientation Local) voit alors le jour, faisant d'une part promesse de mixité par équilibre entre habitats, commerces, services et équipements publics, et prônant d'autre part un grand lien structurant d'est en ouest, de la ville vers la gare. L'opération de rénovation urbaine, fondée sur le partenariat privé-public, programme alors une série de projets à échéance 2015, grille programmatique ou les aménagements du site Boch ainsi que ceux de la place Mansart font priorité.

Parallèlement à cette démarche communale, il faut bien admettre que cet ensemble de patrimoine industriel majeur, éminemment générateur d'urbanité spécifique, de haute valeur mémorielle en terme de savoir-faire humain manufacturier et clairement lié par l'époque aux ensembles plus reconnus par l'Unesco que sont les ascenseurs des canaux du Centre, n'a quant à lui, dans son échelle, soulevé aucune stratégie de patrimonialisation (si ce n'est la préservation des fours bouteille, triple épicentre de l'art de la céramique Boch, classé en 2003 et intégré au cœur du Centre de la céramique initié par l'IPW).

Rétrospectivement, cet acte de sauvegarde *in extremis*, plutôt connoté muséifiant, reste certes heureux mais révèle la difficulté qu'il existe encore dans la sélection et la justification collective à l'égard du patrimoine industriel lorsqu'il est question de site.

Depuis maintenant une dizaine d'années, même si les fonds FEDER aidant, un parc urbain, un centre d'arts et de design ainsi que la nouvelle cité administrative ont vu le jour, le spectre du projet commercial Strada hante un site Boch totalement vidé. Dans l'actualité 2020, les aménagements de la Place des Fours bouteille posée sur un parking de 135 places ainsi que la contre allée du Boulevard des Droits de l'Homme semblent être à l'ordre du jour des actions d'accompagnement.

En l'attente de projets plus structurants, le citoyen, pour pallier son amnésie, est invité à *Imaginer sa ville* en occupant la friche, dans un nouvel épisode de célébration d'urbanisme temporaire.

Boël-prospection

À l'instar de l'aventure industrielle de la céramique, celle de l'acier incarnée par la famille Boël dès 1887 fonde tout autant la genèse louviéroise. Très pragmatiquement, Ernest Boucqueau avait posé ses forges entre canal et chemin de fer. Depuis et jusqu'en 2004 avec le dynamitage du HF6, les silhouettes des hauts fourneaux du site Boël auront signifié production d'acier brut sous les traits de l'usine dans la ville.

Carte 8

La filière de la sidérurgie n'échappe pas aux <u>mutations du XX°</u>. Passées les trois décennies florissantes de l'aprèsguerre, cette industrie entre en <u>crise</u> dans les années 1970 et se voit contrainte de diversifier ses activités vers des productions de plus en plus spécifiques laminées à chaud et à froid ainsi que vers les aciers à haute résistance. Ainsi en sera-t-il de Duferco dès les années 1990 et ce jusqu'en 2013. Depuis 2016, NMLK tente de maintenir son site sur l'échiquier mondialisé de l'acier, entre production et négoce.

Carte 9 — 10

Bien que moins directement lié au tissu habité louviérois parce qu'enclavé dans les réseaux, le site dit Duferco n'en est que plus justement lié aux opportunités de redéploiement économique du fait notamment de son accolement aux canaux. Néanmoins, malgré les stratégies de maintien de productions actuelles, de larges vacances s'annoncent qui poseront toutes les questions de l'héritage d'un site désaffecté d'industrie lourde.

Simultanément, La Louvière nourrit aujourd'hui une démarche de Projet de Ville à horizon 2040 qui pose une série d'orientations potentielles en s'appuyant sur les figures de la ville parc, de la ville aux multiples centralités et enfin, de la ville capable de devenir espace de nouvelles économies.

De cette conception élargie du territoire louviérois, davantage confiante en ses trames vertes et bleues, comment dès lors tirer leçon du chapitre Boch et revenir vers ses états de friches post industrielles dans une vision de patrimonialisation elle aussi conceptuellement élargie?

11 International Council on Monuments and Sites.

Evaluant les critères de sélection, de conservation et de sauvegarde propres aux principes du domaine de l'archéologie industrielle adoptés notamment par ICOMOS¹¹ et TICCIH¹², l'historien mais aussi le documentaliste tel Christophe Boon verront dans les bâtiments des objets témoins pouvant euxmêmes être considérés comme des documents transmettant des informations par leur structure, leur surface ou leurs

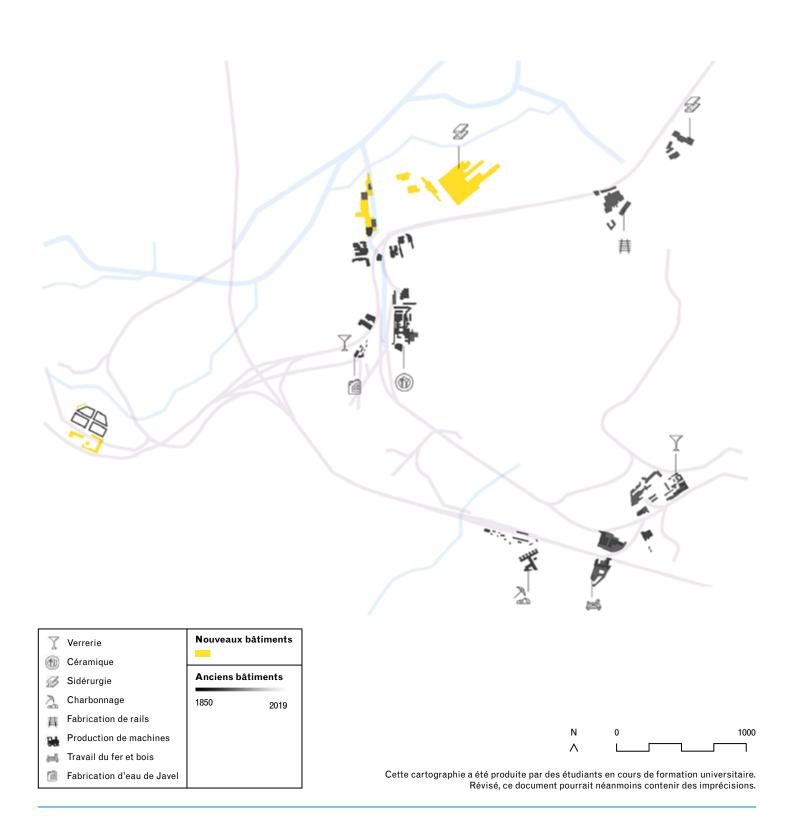
12 The International Committee for the Conservation of Industrial Heritage.

Carte 8 — Évolution des activités industrielles, 1956

H

Salomé Deckers Camille Meurice Chloé Mulkers

En 1950, nous remarquons que l'apport de nouvelles industries diminue. La grande extension est celle des industries Boël.



Carte 9 — Évolution des activités industrielles, 2000

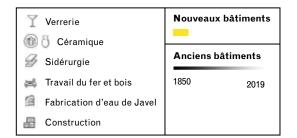
Salomé Deckers Camille Meurice Chloé Mulkers

A partir de la fin des années 1970, la production industrielle ralentit. Les industries les plus anciennes commencent à disparaître et le développement des entreprises existantes diminue. Les hauts fourneaux des Usines Boël sont définitivement éteints en 1997, et l'entreprise passe, pour moitié, aux mains des Hollandais de Koninklijke Hoogevens. En 1999, la société louviéroise est reprise par le groupe italo-suisse Duferco, qui s'associe avec le groupe russe NMLK, en 2006. L'association se délie en 2011. Duferco ferme ses portes en 2013 devant la chute des demandes en produits longs. NLMK par contre, possédant une partie conséquente du site, continue ses activités avec l'aide la Région wallonne (via la SOGEPA), investit et modernise encore ses équipements.

Quant à la faïencerie Boch, malgré la participation de la Région wallonne dans le capital de la société en 1979, elle fait une première fois faillite en 1985. Relancée sous le nom de Novoboch, la faillite de la faïencerie louviéroise est cependant prononcée en 2011.

Boch Kéramis cesse son activité en 2001.





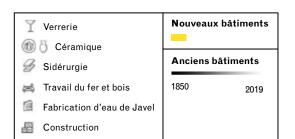
1000

Cette cartographie a été produite par des étudiants en cours de formation universitaire. Révisé, ce document pourrait néanmoins contenir des imprécisions.

Carte 10 — Évolution des activités industrielles, 2019

Salomé Deckers Camille Meurice Chloé Mulkers





N 0 1000

Cette cartographie a été produite par des étudiants en cours de formation universitaire. Révisé, ce document pourrait néanmoins contenir des imprécisions.

13 C.Boon, Sauvegarde du patrimoine industriel. Le spécialiste de l'I&D au service de la mémoire de l'industrie in *Cahier de la documentation ABV-BVD*, 2016/2, p. 193.

14 V. Gonzalez.

Construction d'un champ d'étude et d'intervention in *Le*

patrimoine industriel (dir. G.Palsky), sémi-

naire en Politiques Culturelles et Enjeux

mai 2010.

Urbains, ENS, Paris, 6

matériaux, tels des documents tridimensionnels confrontant le temps et l'espace. Ils constituent ainsi des documents de première main, à l'opposé de documents écrits qui, eux, contiennent plutôt une interprétation. ¹³

Comparant les stratégies de requalification urbaine impliquant ce même patrimoine industriel dans des situations à pression foncière variable, les géographes telles Pauline Bosredon et Marie-Thérèse Gregoris, adoptent des raisonnements multiscalaires mesurant héritage, cycles des ressources et potentiel d'attractivité. On constate alors, notamment en zone portuaire, l'opposition entre deux rôles qui lui sont fréquemment confiés :

Schéma 6

L'un est mémoriel, recherche d'identité, de compréhension de l'histoire économique et urbaine, etc. L'autre relève du marketing urbain, sous la forme d'une mise en scène du patrimoine industriel et technique, avec pour objectif le métropolisation plutôt que la patrimonialisation. ¹⁴

Le philosophe se demandera dès lors si le patrimoine existe en soi. Henri Pierre Jeudy souligne l'ambivalence entre la définition d'un acquis dans un processus de transmission, ce qui permet de faire lien entre valeur économique et valeur morale et celle ou le patrimoine serait plutôt une invention qui fonderait l'illusion permettant la reproduction des sociétés. Aujourd'hui, c'est la sauvegarde de la nature qui semble a priori faire consensus tandis que, dans les usages, se poursuit un processus de destruction.

Ainsi, la production croissante de déchets apparait comme une menace, alors que, dans le domaine de la « culture », le déchet est à l'origine des collections, il est considéré comme principe fondateur de la conservation muséale. 15

15 H.P. Jeudy, Introduction in « Patrimoines en folie », Ministère de la Culture et de la Communication, Direction du Patrimoine, Cahier 5, Ed. de la Maison des sciences de l'homme, 1990, p. 7.

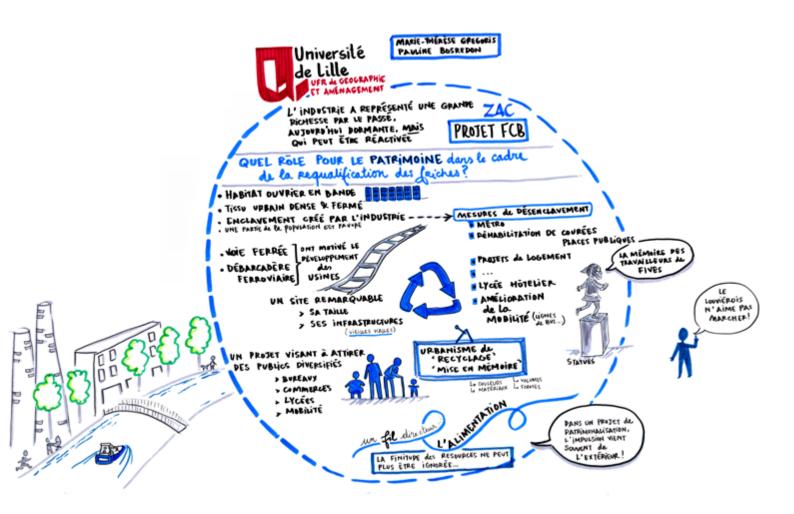
Quels sens donner à nos déchets? Cette question semble, pour HP Jeudy, sous-jacente à toutes celles qui s'efforcent de comprendre les rapports entre paysage et mémoire. Ce que révèlent par ailleurs les arpentages et reportages in situ de cet atlas, c'est cette possibilité d'envisager une vision prospective du patrimoine en l'occurrence industriel. Ainsi, sous cet angle, des bâtiments sauvegardés pourraient-ils d'une part très bien changer de fonction tandis qu'un paysage jouerait le rôle socio culturel qu'on lui donne sans qu'il soit question de réclamer l'authenticité.

Planches 3 — 4 XX

Schéma 6 — Friche et héritages industriels, le regard de géographes



Pauline Bosredon (Université de Lille) Marie-Thérèse Gregoris (Université de Lille)



Judith Dufaux : facilitatrice graphique

Planche 3 — Arpentage sensible du territoire, regards sur le patrimoine industriel

Elisabeth Cheuret Aurélien Delatron Liza Deleon Clément Despelchin Lucas Le Bloas Maël Le Pinois Agathe Mallez Manon Martinez Sofia Noé Ornella Pivot



 ${\it Canal\ historique, \'el\'ement\ patrimonial\ structurant\ mais\ sous-estim\'e\ ?--- Aur\'elien\ Delatron}$



La patrimoine industriel, porteur d'une histoire forte à La Louvière, semble encore aujourd'hui inaccessible : la route, les grillages et la voie ferrée se cumulent créant une coupure urbaine importante avec les usines NLMK.

— Maël Le Pinois



Le plus grand espace vert de la ville non accessible au public.

— Liza Deleon



Le centre-ville n'est pas relié directement à un canal, cependant la présence d'un aménagement paysagé marécageux nous montre le désir louviérois de se rapprocher de ce patrimoine naturel : l'eau. — Maël Le Pinois

Planche 4 — Arpentage sensible du territoire, regards sur le patrimoine industriel

Elisabeth Cheuret Aurélien Delatron Liza Deleon Clément Despelchin Lucas Le Bloas Maël Le Pinois Agathe Mallez Manon Martinez Sofia Noé Ornella Pivot



Quelles usages et fonctions contemporaines pour habiter le bâti industriel ? — Kristel Mazy



Comment redonner vie et insérer de nouvelles fonctions aux vestiges existants de Duferco ? Peu d'entretien d'un passé patrimonial. — Sofia Noé



Le patrimoine est visible par l'abondance d'anciennes maisons d'ouvriers habillant La Louvière d'un voile de brique rouge. Cette particularité, ce paysage doit être sauvegardé et mise en valeur afin de garder la mémoire de ce passé industriel puissant aujourd'hui en déperdition. — Maël Le Pinois



Un patrimoine déjà préservé mais à entrenir davantage. — Manon Martinez



— Simon Blanckaert



La Louv'hier, tremplin pour demain

C'est dans la continuité de cette relecture ambivalente de l'idée de patrimonialisation, que se sont positionnées Elisa Foret et Lidya Ihadadene.



Après avoir méthodiquement analysé les traces du passé industriel louviérois et y avoir décelé une certaine beauté, leur cible s'est portée sur les enjeux du site Duferco et plus particulièrement sa partie darse.

Posant en préalable les conditions d'un grand franchissement liant une accroche au centre-ville, coté place Maugretout, à ce nouveau territoire bleu via l'implication du site du Louv' expo, leur schéma directeur révèle ensuite habilement une série de connections entre patrimoines existants à haute valeur symbolique, tels que cantine des Italiens, ascenseur historique, parc et château Boël, rendus publics pour l'occasion et bâtiments hérités du processus industriel sidérurgique.

Par désenclavement, tous ces documents tissent alors ensemble un fil entre classe bourgeoise et classe ouvrière. Liés à une proposition de marina, une série de halles, d'anciens magasins et d'ateliers sont remaniés à titre de surfaces ou de simples structures aériennes pour accueil-lir une programmation attractive. Une auberge de jeunesse, une halle restaurant, une ressourcerie ainsi qu'une école de bateliers s'installent dans un paysage renouvelé connoté très clairement par son passé industriel sans pour autant lui être asservi. Soit une invitation pour tout Louviérois à s'approprier ces nouveaux lieux, entre déambulation et reconnaissance.

Projet 3 — Prospectives par requalification industrielle



Lidya Ihadadene Elisa Foret

